

Projet de zonage d'assainissement des eaux usées



Partie 1 : RAPPORT

Commissaire enquêteur : Eric YVERNÈS

Le présent rapport d'enquête publique est composé de deux parties indissociables :

Partie 1 : Rapport du Commissaire enquêteur et ses annexes.

Partie 2 : Conclusions motivées et Avis du Commissaire enquêteur.

SOMMAIRE

Chapitre 1. Généralités concernant l'objet de l'enquête

- 1.1 Préambule
- 1.2 Objet de l'enquête
- 1.3 Présentation du maître d'ouvrage Communauté d'Agglomération Flers Agglo
- 1.4 Présentation de la commune de Lonlay-le-Tesson
- 1.5 Le périmètre du zonage

Chapitre 2. Le dossier d'enquête

- 2.1 Le zonage d'assainissement – But et objectif
- 2.2 Cadre juridique
 - 2.2.1 La loi sur l'eau et réglementaire du projet de zonage
 - 2.2.2 Les codes, directives et décrets
- 2.3 Le Service Public d'Assainissement Non Collectif (SPANC)
- 2.4 La composition du dossier disponible à la consultation du public
 - 2.4.1 Les pièces administratives
 - 2.4.2 Les documents techniques
- 2.5 Les enjeux

Chapitre 3. Déroulement de l'enquête

- 3.1 Décision de procéder à l'enquête
- 3.2 Désignation du Commissaire Enquêteur
- 3.3 Entretien d'organisation
- 3.4 Publicité
- 3.5 Participation du public
- 3.6 Clôture de l'enquête

Chapitre 4. Les observations

4.1 Du public

4.1.1 Permanence du 1^{er} juillet 2024

4.1.2 Permanence du 15 juillet 2024

4.1.3 Permanence du 1^{er} août 2024

4.2 De la Mission Régionale d'Autorité Environnementale (M.R.A.E.)

4.3 Du Commissaire Enquêteur

Chapitre 5. ANNEXES

5.1 Arrêté de Flers Agglo prescrivant l'enquête publique

5.2 Désignation du Commissaire enquêteur par le Tribunal Administratif de Caen

5.3 Copies des publications dans la presse

5.4 Avis d'enquête publique

5.5 Avis délibéré de la MRAE

5.6 Résumé non technique du Cabinet Altereo en réponse à l'avis MRAe

Chapitre 6. PIÈCES JOINTES

- Le registre d'enquête publique et les courriers annexés

Chapitre 1. Généralités concernant l'objet de l'enquête

1.1 Préambule

Le Code de l'Environnement rappelle dans son article L.210-1 que la protection de l'eau, sa mise en valeur et le développement de la ressource utilisable, dans le respect des équilibres naturels, sont d'intérêt général.

En l'absence de traitement approprié, les eaux usées (1) sont de nature à dégrader le milieu naturel. En conséquence, les communes ou leurs établissements publics de coopération doivent délimiter les zones d'assainissement collectif (AC) et les zones d'assainissement non collectif (ANC).

La Communauté d'Agglomération Flers Agglo a délibéré le 28 juin 2023 pour un **Assainissement Non Collectif (ANC)** concernant la commune de Lonlay-le-Tesson. Ce choix délibéré résulte d'études réalisées par un cabinet indépendant (Altereo) dont la finalité était de déterminer la faisabilité technique et financière des deux solutions possibles (AC ou ANC).

L'habitat très diffus ou dispersé aurait engendré des coûts financiers incohérents pour une commune de 230 habitants. Flers Agglo a donc opté pour un assainissement individuel (ANC).

Ce type d'assainissement est certes en place actuellement sur la commune, il n'en reste pas moins que tous les habitants de la commune doivent avoir un système d'assainissement individuel respectant les normes (installations sous le contrôle du Service Public d'Assainissement Non Collectif (SPANC)).

(1) Les eaux usées des habitations nécessitent d'être évacuées puis restituées dans le milieu naturel tout en préservant la santé publique et l'environnement. Il convient donc de traiter les polluants véhiculés par les eaux usées (essentiellement matière organique, azote et phosphore) afin de limiter leurs impacts sur les milieux aquatiques. Les eaux usées des habitations individuelles sont constituées des eaux vannes (eaux des toilettes) et des eaux grises (lavabos, cuisine, douche, machines à laver...).

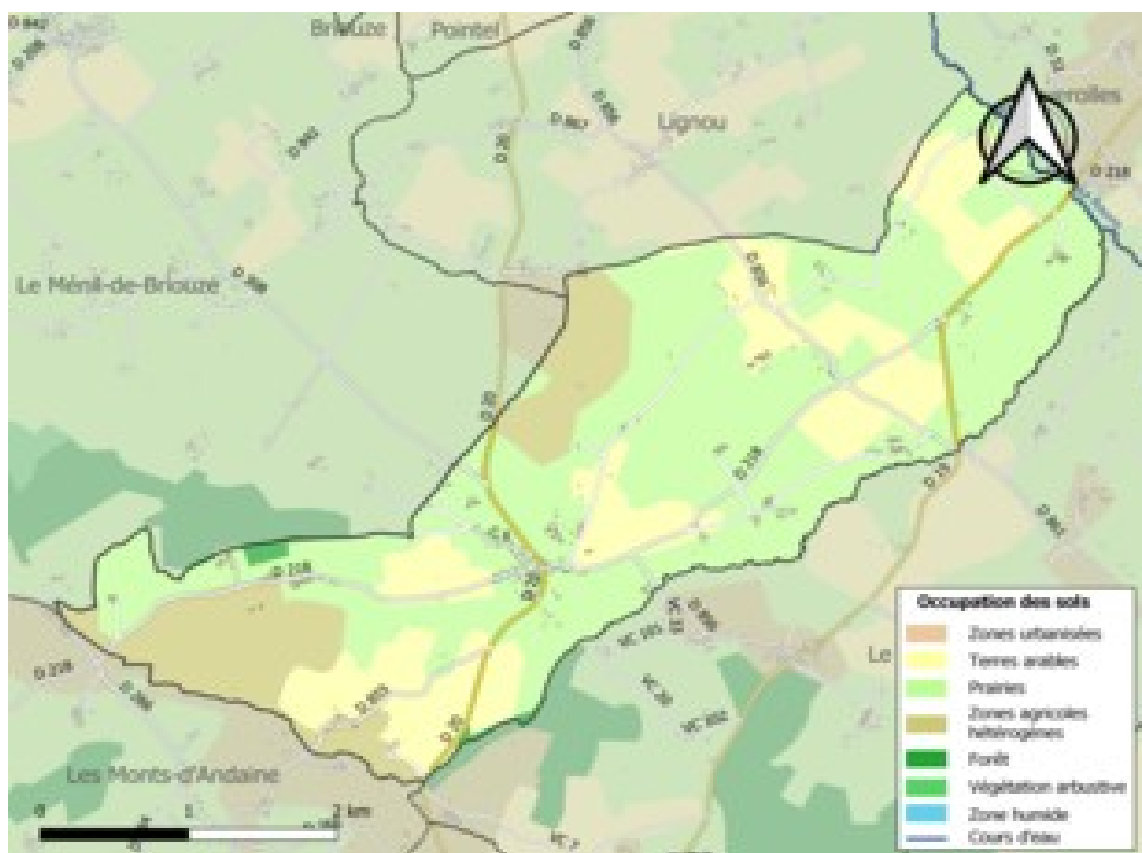
1.2 Objet de l'enquête

Dans le cadre des articles L.123-1, R.123-1 et suivants du Code de l'environnement, l'enquête publique a pour objet d'assurer l'information du public, sa participation et la communication relatives aux dispositions du projet de zonage d'assainissement des eaux usées de la commune de Lonlay-le-Tesson. L'enquête publique vise donc à recueillir ses avis, suggestions et éventuelles contre-propositions, prendre en compte les intérêts des tiers et élargir les éléments nécessaires à l'information des décideurs et des autorités compétentes avant toute prise de décision.

Pour le cas présent, l'enquête porte sur le :

« Zonage d'assainissement des eaux usées de la commune de Lonlay-le-Tesson »

1.4 Présentation de la commune de Lonlay-le-Tesson



La commune de Lonlay-le-Tesson compte 231 habitants (selon les données de l'INSEE de 2020).

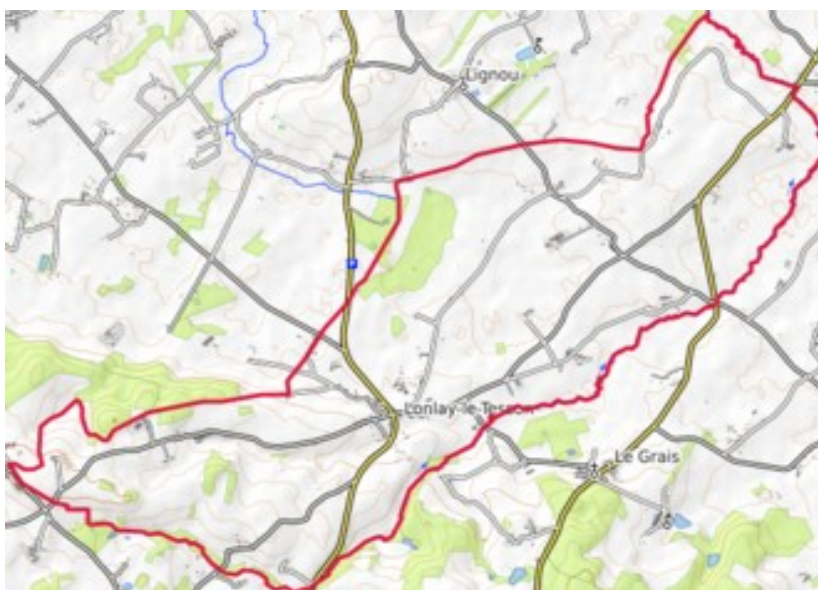
Outre le centre du bourg, l'habitat est très diffus. Il est constitué par plusieurs hameaux et des habitations « isolées ». La principale activité professionnelle sur la commune est l'activité agricole et plus particulièrement l'élevage. Le centre du bourg est peu dense.

La commune applique le PLUi de Flers Agglo mais aussi sa propre carte communale qui a été approuvée le 30 janvier 2015. On constate que seule les parcelles du centre bourg ou attenantes au centre-bourg sont possiblement constructibles. Le reste de la commune n'est pas ouvert à la construction.

Les rivières de la Rouvrette et de la Rouvre délimitent le sud-est et le nord-est de la commune. Leurs affluents sont composés de nombreux ruisseaux.

Le contexte environnemental est approfondi dans les documents fournis par le cabinet Altereo missionné par Flers Agglo.

1.5 Le périmètre du zonage



Le périmètre du projet de zonage d'assainissement individuel est celui de la commune dans son intégralité et concerne donc chaque habitation et chaque propriétaire.

Chapitre 2. Le dossier d'enquête

2.1 Le zonage d'assainissement – But et objectif

Ce présent projet de zonage d'assainissement des eaux usées vise à classer l'ensemble de la commune en zone d'assainissement non collectif (ANC). Flers Agglo dispose de cette compétence par le Service Public d'Assainissement Non Collectif (SPANC) dont la fonction est détaillée au chapitre suivant.

2.2 Cadre juridique et réglementaire du projet de zonage

2.2.1 La loi sur l'eau

L'article 35 de la loi sur l'eau n°92-3 du 3 janvier 1992 introduit la notion de zonage d'assainissement et modifie le code des collectivités locales.

Cette notion est maintenant définie par l'article 54 de la loi sur l'eau et les milieux aquatiques n°2006-1772 du 30 décembre 2006.

2.2.2 Les codes, directives et décrets

Ce projet relève également des codes et directives suivants :

- Code Général des collectivités territoriales (notamment les articles L.2224-7 à L.2224-11-5 et R.2224-6 à R.2224-22-6) ;
- Code de la santé publique (article L.1331-1) ;
- Code de l'urbanisme (articles L.151-24 ; R.151-49 ; R.151-20) ;
- Code de l'environnement (article R.214-32) ;
- Directive 2001/42/CE du Parlement européen et du Conseil du 27 juin 2001 ;
- Décret n° 2020-828 du 30 juin 2020 modifiant la nomenclature et la procédure en matière de police de l'eau.

L'article L.2224-10 du Code général des collectivités territoriales précise dans son deuxième alinéa :

« les communes ou leurs établissements publics de coopération (EPCI) délimitent, après enquête publique réalisée conformément au chapitre III du titre II du livre Ier du Code de l'environnement » :

(Les zones d'assainissement non collectif ne sont pas concernées et nous citerons donc uniquement le deuxième alinéa):

2°) « Les zones relevant de l'assainissement non collectif où elles sont tenues d'assurer le contrôle de ces installations et, si elles le décident, le traitement des matières de vidange et, à la demande des propriétaires, l'entretien et les travaux de réalisation et de réhabilitation des installations d'assainissement non collectif ».

Pour compléter l'examen du cadre juridique de ce dossier, il faut noter que :

- Le Commissaire enquêteur a été désigné par Madame la Présidente du Tribunal Administratif de Caen par décision N° E24000036 / 14 en date du 21 mai 2024,
- Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération Flers Agglo, Monsieur Yves GASDOUÉ, a prescrit l'ouverture de l'enquête publique par arrêté N° 24 A 316 du 6 juin 2024.

2.3 Le Service Public d'Assainissement Non Collectif (SPANC)

Il convient tout d'abord de définir précisément la notion d'Assainissement Non Collectif (ANC), qui se définit aussi par les termes d'assainissement « individuel » ou « autonome ».

L'assainissement non collectif désigne toute installation d'assainissement qui n'est pas reliée à un réseau public de collecte des eaux usées et qui doit en conséquence traiter elle-même ses eaux usées avant de les rejeter dans le milieu naturel.

Quelles doivent-être les eaux traitées avant rejet dans le milieu naturel ? Il s'agit de l'eau utilisée pour la vaisselle, la douche, la machine à laver, les WC... Ces eaux polluées doivent être épurées avant d'être rejetées dans le milieu naturel. L'assainissement non collectif consiste justement à traiter ces eaux usées sur chaque parcelle des habitants de la commune.

Pour la commune de Lonlay-le-Tesson, commune de la collectivité Flers Agglo, le SPANC est le service gestionnaire de l'ANC fixant les obligations de traitement des eaux usées domestique mais exerçant également un rôle de conseil et de contrôle.

2.4 La Composition du dossier disponible à la consultation du public

2.4.1 Les pièces administratives

- ✓ L'avis d'enquête publique ;
- ✓ La délibération n°2023-879 du 28 juin 2023 approuvant le plan de zonage ;
- ✓ La délibération n°2022-559 du 22 juin 2022 modifiant les statuts de la Communauté d'Agglomération Flers Agglo.

2.4.2 Les documents techniques

- ✓ Une note explicative de Flers Agglo sur le choix de l'assainissement non collectif sur l'ensemble de la commune ;
- ✓ Le rapport de présentation du cabinet Altereo (rapport de zonage) et ses annexes (cartographie des résultats des contrôles du SPANC, livret technique sur l'AC et l'ANC, cartographie du zonage retenu (ANC) ;
- ✓ L'évaluation environnementale du cabinet Altereo comprenant un résumé non technique, la description du projet, son incidence sur l'environnement et les mesures compensatoires envisagées.

Avis du Commissaire enquêteur : Sur la forme, le dossier mis à disposition du public est complet et de bonne qualité. Le rapport de zonage et l'évaluation environnementale font ressortir avec précision l'analyse des enjeux environnementaux.

Le dossier informatique consultable sur le site internet de Flers est cependant difficile à trouver pour une personne peu habituée à la « navigation ».

2.5 Les enjeux

La conformité des installations de traitement individuel des eaux usées domestiques est devenue une nécessité (au niveau local comme au niveau national) avant tout rejet dans les eaux superficielles ou par infiltration dans le sol.

Il s'agit en objectif principal de ne pas dégrader l'état écologique de l'ensemble du milieu aquatique situé en aval de la commune. Ne pas le dégrader signifie aussi l'améliorer.

Il faut donc réhabiliter certaines installations d'assainissement non collectif et ainsi rattraper le retard pris au regard de réglementation actuelle.

La commune de Lonlay-le-Tesson se situe en amont des bassins versants des côtes du Calvados de l'Aure à la Dives.

Le caractère sensible de cette situation apparaît ainsi nettement. C'est la raison pour laquelle la Mission Régionale d'Autorité Environnementale (MRAe) a prescrit une évaluation environnementale sur laquelle elle a émis un avis le 27 juin 2024. (pièce annexée au rapport)

Il est essentiel de respecter les enjeux et les orientations fondamentales fixées par le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE) Seine-Normandie dont l'enjeu principal est de réduire les pollutions, revenir à un bon état écologique des masses d'eau et revenir à une biodiversité satisfaisante. Il en va aussi de la santé publique.

Le projet de réhabilitation des systèmes d'assainissement non collectif sur la commune de Lonlay-le-Tesson contribuera également aux orientations du Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SAGE) « Orne moyenne » qui visent principalement à préserver et gérer la ressource en eau.

Chapitre 3. Organisation et déroulement de l'enquête

3.1 Décision de procéder à l'enquête

Il convient de rappeler les trois étapes suivantes qui concrétisent la décision de procéder à l'enquête publique conformément au Code de l'Environnement (article L. 123-5) et au Code Général des Collectivités Territoriales (article L. 2224-10 et R. 2224-8) :

- La délibération N° 2022-559 du 22/06/2022 de la Communauté d'Agglomération Flers Agglo modifiant les statuts de la Communauté d'Agglomération Flers Agglo après extension de compétences facultatives.
- La délibération N° 2023-879 du 28/06/2023 de la Communauté d'Agglomération Flers Agglo « Zonage d'assainissement des eaux usées sur la commune de Lonlay-le-Tesson ». Le bureau

d'études ALTEREO a ainsi été chargé de la mission d'analyse d'un assainissement non collectif sur l'ensemble de la commune.

- L'arrêté N° 14 A 316 du 06/062024 de la Communauté d'Agglomération Flers Agglo portant ouverture de l'enquête publique préalable à l'élaboration du zonage d'assainissement des eaux usées sur la commune de Lonlay-le-Tesson.

3.2 Désignation du Commissaire Enquêteur

Par décision E240000036 / 14 en date du 21 mai 2024, Madame la présidente du Tribunal Administratif de Caen a désigné Monsieur Eric YVERNÈS en qualité de Commissaire enquêteur et Monsieur Didier SOYER en qualité de Commissaire enquêteur suppléant.

3.3 Entretien d'organisation

Une réunion de concertation a eu lieu le 5 juin 2024 dans les locaux de la Direction de l'eau et de l'assainissement, entité de la Communauté d'agglomération FLERS AGGLO.

Étaient présents :

- Monsieur Jean-Christophe DESMONTS – Directeur Pôle Eau et Assainissement.
- Madame Aurore BAUDIN – Cheffe de Service diagnostic réseau et assainissement non collectif.

Au cours de cette réunion, les modalités de déroulement de l'enquête publique ont été déterminées. Ainsi, le choix des jours et des heures de permanence ont été convenus. Il a été décidé que le commissaire enquêteur partagerait un compte-rendu reprenant les commentaires et questions recueillis après chaque permanence.

3.4 Publicité

Les différentes mesures de publicité de cette enquête, annonces légales dans 2 journaux (Ouest-France et l'Orne Combattante) 15 jours avant le début de l'enquête et dans la semaine suivant son démarrage, publication de l'avis d'enquête sur le site internet du porteur de projet Flers Agglo (Service Eau et Assainissement), affichage dans la mairie concernée (Lonlay-le-Tesson) ainsi qu'à toutes les entrées d'agglomération de la commune, ont été réalisées 15 jours avant le début de l'enquête.

Un avis a également été affiché dans l'espace containers à déchets où les habitants se rendent en théorie au moins une fois par semaine.

De fait, le commissaire enquêteur estime que le nécessaire a été réalisé pour une bonne information du public sur la tenue de cette enquête, répondant ainsi aux exigences de la participation citoyenne.



3.5 Participation du public

Trois permanences ont eu lieu à la mairie de Lonlay-le-Tesson :

- Le lundi 1^{er} juillet 2024 de 14h à 17h.
- Le lundi 15 juillet 2024 de 14h à 17h.
- le jeudi 1^{er} août 2024 de 9h à 12h.

Le public ne s'est pas déplacé en nombre et est essentiellement venu chercher des informations sur la nature des travaux de mise en conformité de leurs installations, sous quel délais et avec quelles aides ou subventions.

L'accueil de la mairie de Lonlay-le-Tesson a été cordial et coopératif.

Cette participation peu élevée traduit une certaine forme de désintérêt du public pour cette typologie d'enquête et pour un projet pour lequel les seuls concernés sont les riverains dont les installations individuelles de traitement des eaux usées domestiques ne respectent plus les normes et ne sont plus conformes.

Aucun commentaire du public n'a été transmis par courrier au commissaire enquêteur.

Aucun commentaire du public n'a été transmis par messagerie électronique.

Commentaire du commissaire enquêteur : Il apparaît formel que la connaissance qu'en avait le public et les personnes riveraines plus particulièrement concernées, met en évidence que la durée de la consultation s'est révélée suffisante et exempte d'aléa.

L'enquête publique a été déclarée clôturée à l'issue de la dernière permanence qui s'est déroulée le jeudi 1^{er} août 2024 à la mairie de Lonlay-le-Tesson.

Le procès verbal de synthèse a été déposé et commenté à Flers Agglo – Service Eau et Assainissement le mercredi 7 août 2024.

L'enquête publique du 1^{er} juillet 2024 au 1^{er} août 2024 a connu une participation peu élevée et ce, malgré une bonne information du public, répondant ainsi aux exigences de la démocratie participative.

En conséquence, le Commissaire enquêteur estime pouvoir émettre sur le projet présenté des conclusions motivées au titre de la présente enquête.

3.6 La clôture de l'enquête

Le lundi 1^{er} août 2024, le Commissaire enquêteur a procédé à la clôture du registre qui ne contenait aucun commentaire écrit.

Chapitre 4. Les observations

4.1 Du public

4.1.1 Permanence du 1^{er} juillet 2024

Trois personnes se sont présentées à la Mairie.

Monsieur Mésenge (maire de la commune) a également souhaité formuler des remarques.

- 1) Madame Alexandra BRIÈRE :

240 « La Chaberie » Lonlay-le Tesson

En 2017, Madame Brière a réalisé des travaux de réhabilitation de son système d'assainissement non collectif. Ces travaux ont été déclarés conformes par vos services le 21 février 2017 (Dossier n° ANC001045 – contrôle réalisé par M. P. Bazin).

En mai 2022, un nouveau contrôle a été effectué par vos services (P. Bazin – Ref 61233.00006). Son installation a cette fois-ci été classée non conforme (article 4 – cas c)

Madame Brière ne comprend pas pourquoi son installation n'est plus aux normes en 2022 alors qu'elle l'était en 2017.

Réponse du porteur de projet Flers Agglo – Pôle Eau et Assainissement :

Lors du contrôle de 2022, les regards de répartition et de bouclage n'étaient pas accessibles. Ces derniers doivent être en permanence découverts ou du moins lors du contrôle, afin que le SPANC puisse s'assurer du bon fonctionnement de l'installation, faute de quoi ces éléments ne peuvent être vérifiés et ils sont considérés comme manquants. Lors du prochain contrôle si tous les éléments sont visibles et que le SPANC constate un bon fonctionnement, l'installation sera classée « installation ne présentant pas de défaut avec ou non recommandation de travaux pour améliorer le fonctionnement ».

La notion de conformité pour une installation n'existe que lors du contrôle de réalisation. Ensuite, lors des contrôles de bon fonctionnement, une installation sera classée, au mieux comme « installation ne présentant pas de défaut ».

L'ensemble des contrôles de bon fonctionnement sont réalisés selon l'«arrêté du 27 avril 2012 relatif aux modalités d'exécution de la mission de contrôle des installation d'assainissement non collectif ».

Avis du commissaire enquêteur :

Avis conforme. Les différents courriers adressés à Madame Brière auraient certainement pu être plus informatifs et expliquer les raisons de la conclusion du contrôle de 2022.

● 2) Madame BOURBAN - « La Héronnière » (ANC006704)

Madame Bourban est consciente de la non-conformité de son installation. Elle souhaite simplement être certaine d'être éligible aux droits de subventions avant de commencer les travaux.

C'est bien le cas mais je le préciserai en réponse du commissaire enquêteur dans le rapport.

Réponse du porteur de projet Flers Agglo – Pôle Eau et Assainissement :

Les travaux de réhabilitations ne doivent en aucun cas débiter avant que l'Agence de l'Eau Seine Normandie (AESN) n'ait donné sa réponse sur l'éligibilité des dossiers.

Néanmoins, pour ensuite obtenir les subventions, les travaux devront correspondre au projet initial et être contrôlés par le SPANC avec un avis conforme. Le propriétaire de l'installation devra également fournir l'ensemble des pièces exigées par l'AESN. En cas de réévaluation du coût des travaux par rapport au devis initial fourni à l'AESN, le montant de la subvention ne sera pas recalculé.

Avis du commissaire enquêteur :

Avis conforme.

● 3) Monsieur MARY Jean Yves (53 rue du Champ de la Croix) est venu pour une simple demande de renseignements. Il pensait que l'enquête publique concernait la création d'un réseau collectif d'assainissement EU. Je lui ai donc expliqué l'objet de l'enquête.

Réponse du porteur de projet Flers Agglo – Pôle Eau et Assainissement :

Avis du commissaire enquêteur :

Sans objet.

● 4) Monsieur le Maire regrette de ne pas avoir été informé de l'évolution des normes et des critères de conformité des installations.

Il regrette également de ne pas avoir été destinataire de l'évaluation environnementale et du dossier complet en version papier pour présentation au public venu s'informer pendant l'enquête.

Réponse du porteur de projet Flers Agglo – Pôle Eau et Assainissement :

Les contrôles de bon fonctionnement sont réalisés selon l'«arrêté du 27 avril 2012 relatif aux modalités d'exécution de la mission de contrôle des installation d'assainissement non collectif ». Les normes et les critères de contrôle n'ont pas été modifié depuis 2012.

Le dossier complet de l'enquête publique ainsi que l'évaluation environnementale n'avaient pas été fournis en format papier à la mairie de Lonlay le Tesson. Ces dossiers ont été déposés à la mairie le 4 juillet 2024.

Avis du commissaire enquêteur :

Monsieur le Maire a très bien communiqué sur le projet et l'enquête auprès des habitants de la commune.

4.1.2 Permanence du 15 juillet 2024

Deux personnes se sont présentées à la Mairie.

- 1) Monsieur Charles LAINÉ - (ANC006293)

595 Route de Briouze « Les Houlettes » 61600 Lonlay-le Tesson

Monsieur LAINÉ vient se renseigner sur les démarches à suivre afin de mettre aux normes son installation qui ne l'est plus.

Il commence à contacter des bureaux d'études et/ou entreprises afin d'obtenir des études pédologiques et les meilleures solutions techniques à adopter.

Je lui ai rappelé de surtout ne pas engager de travaux avant validation technique par vos services et acceptation des subventions auxquelles il serait éligible.

Réponse du porteur de projet Flers Agglo – Pôle Eau et Assainissement :

L'installation d'assainissement non collectif de M. LAINE peut effectivement être intégrée au programme de demande de subvention pour sa réhabilitation. Pour se faire, et comme indiqué dans le dernier courrier du SPANC adressé à M. LAINE, une étude de sol et de filière doit être réalisée par un bureau d'étude spécialisé dans les plus bref délai. Le SPANC donnera ensuite son avis sur la conformité de l'étude et des préconisations. Un devis par entreprise, pour les travaux préconisés, devra être fourni au SPANC. Il est rappelé que les dossiers de demandes de subvention doivent être déposés complet par le SPANC à l'Agence de l'Eau Seine Normandie (AESN) pour fin septembre. Les travaux de réhabilitation ne doivent pas être engagés avant l'accord du SPANC et de l'AESN.

Avis du commissaire enquêteur :

Avis conforme.

- 2) Monsieur Claude PELOUIN - 389 « La Gouberdière » (ANC006286)

Monsieur PELOUIN vient aussi se renseigner sur l'enquête publique sachant que son installation n'est pas conforme et qu'il est concerné par les subventions.

Ce dernier a déjà contracté des devis mais qui datent d'il y a deux ans. Sa question est donc de savoir s'il doit les faire réévaluer et si ses éventuelles subventions seraient elles aussi réévaluées.

Réponse du porteur de projet Flers Agglo – Pôle Eau et Assainissement :

M. PELOUIN peut refaire de nouveaux devis afin de réactualiser les prix, néanmoins le montant des subventions est plafonné à 6000 €. Si le devis prévoit un coût des travaux inférieur à cette somme, les travaux seront remboursés à hauteur du devis et s'il prévoit un montant supérieur à 6000 €, la subvention sera de 6000 €, le supplément restant à la charge du propriétaire. Le montant des subventions ne peut pas être réévaluer, il est fixé par le 11^{ème} programme de l'AESN.

Avis du commissaire enquêteur :

Avis conforme.

4.1.3 Permanence du 1^{er} août 2024

Avis du commissaire enquêteur :

Aucune visite.

4.2 De la Mission Régionale d'Autorité Environnementale (M.R.A.E.)

- 1. L'autorité environnementale recommande de revoir le mode de calcul des installations d'assainissement non collectif (ANC) non conformes et l'objectif de mise en conformité qui en découle afin de prendre en compte les installations sous-dimensionnées ou présentant des dysfonctionnements majeurs et d'évaluer les impacts de ces installations sur l'environnement et la santé humaine.***

Le SPANC dénombre sur Lonlay le Tesson

- 9 ANC sur lesquels nous n'avons pas de données sur la conformité
- 19 ANC conformes
- 24 ANC non conformes avec recommandation d'amélioration
- 45 ANC non conformes au titre de l'article 4 cas c au motif d'être incomplète, significativement sous-dimensionnés ou avec dysfonctionnement majeur
- 35 ANC non conformes au titre de l'article 4 cas a au motif de défaut de sécurité sanitaire, défaut de structure ou fermeture ou implanté à moins de 35 m d'un puits privé déclaré
- 2 ANC non conforme au titre de l'article L.1331-1-1.

soit 106 ANC non conformes selon l'arrêté du 27 avril 2012. Mais dans nos déclarations annuelles, le taux de conformité du parc ANC est donné par l'indicateur **SISPEA P301.3** par le calcul suivant :

$$P301.3 = (\text{nb ANC conformes} + \text{nb ANC non conformes (mais ne présentant pas de danger pour la santé des personnes ou risques avérés de pollution pour l'environnement)}) / \text{nb ANC contrôlés.}$$

Il apparaît donc que les ANC non conformes au titre de l'article 4 cas c sont considérés comme conformes au niveau national. La réglementation n'impose pas de travaux pour ces ANC mais, une

mise en conformité après une vente. De plus, le non-respect de cette mise en conformité ne peut être pénalisé par une pénalité financière.

Néanmoins, nous savons que ces ANC peuvent présenter un risque de pollution et peut-être à terme, des risques sanitaires, raison pour laquelle nous avons le projet pour 2025 d'un nouveau règlement de service qui introduira des contre-visites pour tous les ANC qui ne seraient pas mis en conformité suite à une vente.

Avis du commissaire enquêteur :

Avis conforme.

- 2. L'autorité environnementale recommande de revoir le résumé non technique de l'évaluation environnementale pour qu'il rende compte de manière précise et pédagogique de la démarche d'évaluation environnementale et des principaux éléments qui en sont issus dans l'élaboration du projet de zonage.**

Cf. résumé non technique en PJ.

Avis du commissaire enquêteur :

Avis conforme. Ce résumé non technique figure dans les pièces annexées au rapport.

- 3. L'autorité environnementale recommande de compléter l'évaluation environnementale par une justification du choix d'assainissement retenu au regard des sensibilités environnementales et sanitaires du territoire (cours d'eau, zones humides et zones inondables par remontée de nappe ou par débordement de cours d'eau, périmètre de protection rapproché de captage d'eau potable).**

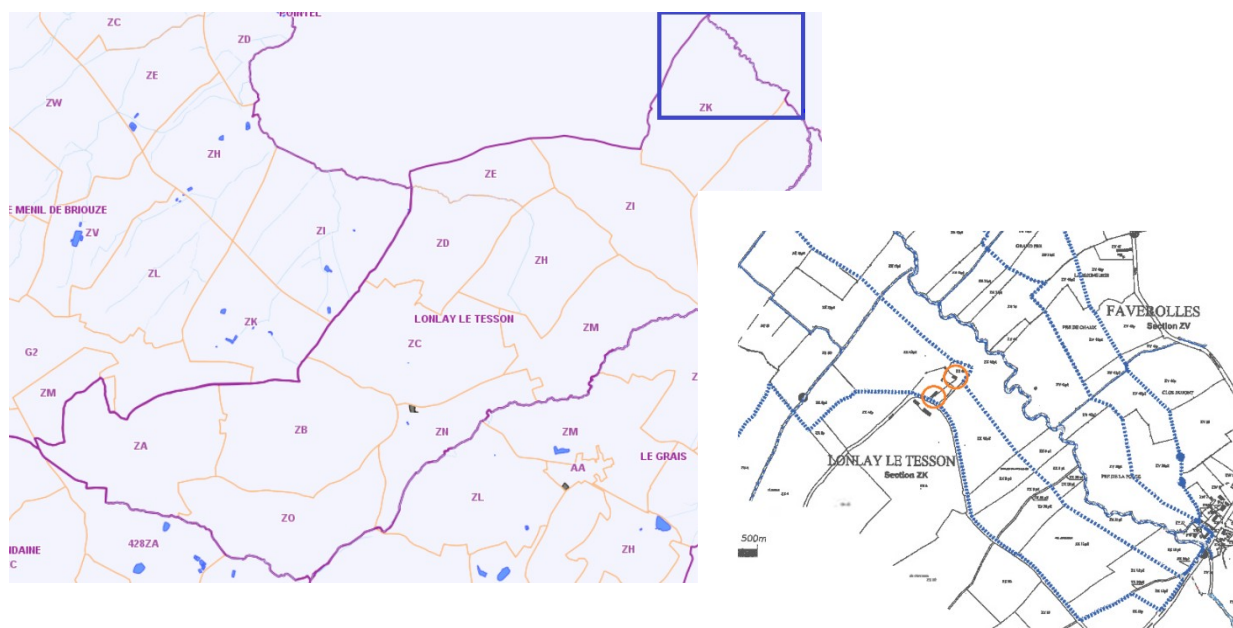
L'étude a également été réalisée pour mettre en assainissement collectif le bourg de la commune. Néanmoins, le choix s'est orienté vers du tout non collectif pour deux raisons principales : d'un point de vue financier d'une part, mais aussi et surtout environnemental dans la mesure où ce choix n'aurait pas réglé les soucis de nombre d'ANC non conformes. En effet, si un assainissement collectif était mis en place sur le bourg, cela concernerait uniquement 45 logements, et parmi ces 45 installations, seules 3 sont non conformes ; les 90 logements restants seraient restés en assainissement non collectif (dont 34 non-conformes).

Avis du commissaire enquêteur :

Avis conforme.

- 4. L'autorité environnementale recommande d'indiquer, dans le zonage, la présence des zones sensibles, notamment le périmètre de protection de captage d'eau potable. Elle recommande également de tenir compte des obligations réglementaires imposées par ce**

périmètre de protection de captage d'eau potable et que celui-ci fasse l'objet d'une priorité dans la programmation et le suivi des travaux de réhabilitation des installations d'ANC.



Selon l'arrêté préfectoral du 11 juillet 2017 concernant le captage de « La Laudrière » sur la commune de Pointel, un périmètre de captage est présent en partie sur Lonlay le Tesson. Deux ANC sont concernés, l'un est classé non conforme au titre de l'article 4 cas a, le second est, du fait du périmètre de captage classé non conforme au titre de l'article 4 cas a, mais les 2 installations ne nécessitent pas une réhabilitation totale, seulement partielle, ce qui les exclut, selon les critères de l'Agence de l'Eau Seine Normandie, des demandes de subventions pour la réhabilitation. Un nouveau rapport leur a été transmis avec nouvelle conclusion.

Avis du commissaire enquêteur :

Le Commissaire enquêteur recommande de suivre ces deux cas de façon à ce que leurs installations soient conformes dans les délais prévus pour toutes les réhabilitations.

- 5. L'autorité environnementale recommande de s'assurer que la détermination du choix des filières d'ANC prendra en compte la profondeur de la nappe phréatique et le risque de remontée de nappe.**

Flers Agglo, au vue de l'hétérogénéité des sols sur son territoire, a rendu obligatoire les études de sol et de filières pour toute création ou réhabilitation d'une installation d'assainissement non collectif. La profondeur des nappes et les risques de remontée de nappe sont donc systématiquement prises en compte dans le projet et une filière adaptée au caractéristique du sol et des éventuelles nappes est déterminée en conséquence.

Avis du commissaire enquêteur :

Avis conforme.

6. ***L'autorité environnementale recommande de renforcer le nombre et le rythme de réhabilitations des installations d'ANC non conformes prévus et de préciser le plan d'actions visant à résorber les dysfonctionnements. Elle recommande également de réduire le délai entre deux contrôles d'installations à mettre en conformité en raison d'un danger pour la santé ou l'environnement et de prévoir des mesures visant à contrôler la qualité des rejets d'eaux usées***

Flers Agglo prévoit dans le nouveau règlement de service du SPANC, qui sera mis en application en 2025, de ramener la périodicité des contrôles de bon fonctionnement des installations présentant un danger pour la santé des personnes, à 4 ans. Il est prévu la création d'un poste d'agent SPANC pour faire face à ce surcroît d'activité. Et des contre-visites pour les installations nécessitant une mise aux normes seront mise en place pour les propriétaires n'ayant pas engagé de démarches de réhabilitation dans l'année suivant l'acquisition de leur habitation.

Avis du commissaire enquêteur :

Avis conforme.

7. ***L'autorité environnementale recommande de localiser et de renforcer l'étude des effets du réseau d'ANC sur les zones sensibles (zones humides, cours d'eau et chevelu constituant des habitats pour des espèces aquatiques remarquables), notamment en période de sécheresse.***
- ***Les contrôles du SPANC ont permis d'établir que pour 7 % des installations existantes (soit dix installations), l'exutoire est le milieu superficiel (fossé, réseau eaux pluviales, ruisseau, etc.). Le dossier ne précise cependant pas si ces installations sont conformes.***

Parmi les 10 ANC rejetant au milieu superficiel, 9 sont non-conformes.

Avis du commissaire enquêteur :

Avis conforme.

- ***Par ailleurs, les mesures d'aptitude des sols à l'infiltration, réalisées entre 1998 et 2024, montrent que le territoire est majoritairement peu favorable à l'infiltration. Selon le dossier, le choix de filière de type « filtre à sable vertical drainé » serait donc à favoriser lors des réhabilitations pour tenir compte de la faible capacité des sols à l'infiltration. Or, ce type de filière induit des rejets dans un exutoire de surface existant et la localisation de ces rejets n'est pas précisée pour les systèmes d'ANC à réhabiliter (soit pour 13 réhabilitations sur 37).***

Il s'agit ici d'hypothèses puisque pour la plupart des installations non conformes, nous ne connaissons pas exactement l'aptitude des sols. De façon générale, lorsque ce type de filière est préconisé, un forfait exutoire est prévu dans le chiffrage. Des études au cas par cas à la parcelle devront être réalisées en amont des réhabilitations. Ces études définiront le rejet exact à prévoir.

Avis du commissaire enquêteur :

Avis conforme.

- ***De même, les risques liés à la multiplication des rejets d'eaux traitées dans le milieu naturel, dans des secteurs sensibles et lorsque le milieu naturel n'est pas adapté à ces rejets, ne sont pas étudiés. Le dossier analyse l'impact des rejets des installations d'ANC vers la masse d'eau de la Rouvrette en considérant que 66 % des installations sont conformes, ce qui n'est pas le cas. Pour l'autorité environnementale, les calculs des concentrations en aval des rejets mériteraient d'être mieux explicités.***

Voir 1ère question : si 89 installations sont conformes alors cela représente 66% des installations.

Avis du commissaire enquêteur :

Avis conforme.

- ***En effet, afin d'évaluer l'impact de ces rejets vers le milieu naturel, le dossier utilise à titre de référence le débit du cours d'eau sans préciser s'il s'agit du débit quinquennal à sec QMNA5, permettant d'évaluer l'impact de ces rejets en période d'étiage (plus bas niveau des eaux).***

Le débit du cours d'eau utilisé (155 L/s) pour le calcul correspond au débit moyen (sur la période juin 2017 – décembre 2021) mesuré sur la Rouvre sur la commune de Saint-Hilaire-de-Briouze (hameau Le Tranchot) - station I330 2020 localisée sur la carte de la page 35. Il ne s'agit pas du QMNA5.

Avis du commissaire enquêteur :

Avis conforme.

- ***L'impact du zonage d'assainissement sur la qualité des cours d'eau, notamment en période de sécheresse, mérite donc d'être analysé plus précisément.***

Nous ne disposons pas de données sur le cours d'eau en période de sécheresse. Si nous utilisons le débit minimum mesuré sur cette même période (31 L/s), la concentration en aval des rejets est très peu impactée.

Résultats avec un débit Q1 = 155 L/s :

Paramètres	Concentration du cours d'eau en mg/l (C1)	Débit du cours d'eau en l/s (Q1)	Concentration estimée des rejets en mg/l (C)	Débit estimé des rejets en l/s (q)	Concentration en aval des rejets en mg/l (C2)	Valeurs seuils de bon état écologique en mg/l
DBO5	1,79	155,0	467	0,01	1,82	] 3 - 6 [
DCO	21,25	155,0	805	0,01	21,30	] 20 - 30 [
MES	24,30	155,0	659	0,01	24,34	] 25 - 50 [
NTK	0,78	155,0	101	0,01	0,79	] 1 - 2 [
PT	0,06	155,0	27	0,01	0,07	] 0,05 - 0,2 [

Résultats avec un débit Q1 = 31 L/s :

Paramètres	Concentration du cours d'eau en mg/l (C1)	Débit du cours d'eau en l/s (Q1)	Concentration estimée des rejets en mg/l (C)	Débit estimé des rejets en l/s (q)	Concentration en aval des rejets en mg/l (C2)	Valeurs seuils de bon état écologique en mg/l
DBO5	1,79	155,0	467	0,01	1,82	] 3 - 6 [
DCO	21,25	155,0	805	0,01	21,30	] 20 - 30 [
MES	24,30	155,0	659	0,01	24,34	] 25 - 50 [
NTK	0,78	155,0	101	0,01	0,79	] 1 - 2 [
PT	0,06	155,0	27	0,01	0,07	] 0,05 - 0,2 [

Avis du commissaire enquêteur :

Avis conforme.

- **Par ailleurs, la commune de Lonlay-le-Tesson est classée comme sensible du fait de sa situation en tête de bassin versant alimentant la « Haute Vallée de l'Orne et ses affluents », classée en zone spéciale de conservation Natura 2000, notamment pour ses cours d'eau et zones de lit majeur renfermant des habitats et des espèces d'intérêt européen. La mise en conformité du réseau d'ANC et le contrôle de la qualité des rejets d'eaux usées du territoire sont donc un levier d'action important pour la préservation de ce site sensible.**

Voir question 6.

Avis du commissaire enquêteur :

Avis conforme.

4.3 Du Commissaire Enquêteur

- 1) Le SPANC (Service Public d'Assainissement Non Collectif) dénombre 9 installations individuelles sur lesquelles il n'y a pas de données sur la conformité.

Quelles en sont les raisons ? Résidences inoccupées ? Refus du propriétaire ?

Ces installations sont-elles sensibles ? Rejetent-elles leurs effluents dans des fossés ou ruisseaux ?

Il aurait été intéressant, sur une petite commune rurale, d'avoir un inventaire exhaustif de l'état de tous les systèmes d'assainissement non collectif.

Réponse du porteur de projet Flers Agglo – Pôle Eau et Assainissement.

Sur les 9 installations pour lesquelles le SPANC n'a pas de données sur la conformité, 4 sont en cours de conception et seront donc contrôlées à termes sur leur réalisation, 3 habitations sont inhabitables actuellement, elles seront contrôlées si une réhabilitation de l'habitat est réalisée, un propriétaire s'est opposé au contrôle du SPANC de son installation d'assainissement, un courrier l'informant des sanctions encourues pour obstacle aux missions du SPANC lui a été adressé et la dernière installation pour laquelle le propriétaire reste inconnu, elles sera donc contrôlée lorsqu'un propriétaire aura été identifié.

Sur les 9 installations, aucune n'est donc sensible. Seule l'installation pour laquelle le propriétaire s'est opposé au contrôle pourrait éventuellement avoir un rejet d'eaux usées non traitées, mais nous ne pouvons le vérifier.

Avis du commissaire enquêteur : Avis conforme.

- 2) Bien que la présente enquête porte sur la conformité des installations individuelles d'assainissement des eaux usées domestiques, qu'en est-il de l'assainissement des rejets agricoles (élevages bovins ou autres, cultures ...) ?

Existe-il des contrôles des exploitations ? Le SPANC doit-il aussi assurer des contrôles de déversements d'eaux usées autres que domestiques ?

Dans le cadre des enjeux fondamentaux du SDAGE et du SAGE et repris en fond par la MRAE, il est aussi question d'assainissement d'eaux usées qui doivent être traitées avant d'être rejetées dans le milieu naturel.

Réponse du porteur de projet Flers Agglo – Pôle Eau et Assainissement.

Selon l'Arrêté du 27 avril 2012 relatif aux modalités de l'exécution de la mission de contrôle des installations d'assainissement non collectif, le SPANC n'a vocation à ne contrôler que les installations d'assainissement non collectif des eaux usées domestiques et assimilées domestiques. Le SPANC n'intervient donc pas sur tout ce qui concerne les rejets agricoles et industriels.

Concernant les rejets d'eaux usées dans le milieu naturel, ne sont autorisées par le SPANC que les rejets après traitement des eaux usées, donc dépollués.

Avis du commissaire enquêteur : Avis conforme.

Chapitre 5. ANNEXES

5.1 Arrêté de Flers Agglo prescrivant l'enquête publique

5.2 Désignation du Commissaire enquêteur par le Tribunal Administratif de Caen

5.3 Copies des publications dans la presse

5.4 Avis d'enquête publique

5.5 Notification de la Mission Régionale d'Autorité Environnementale (MRAe) et son avis délibéré

5.6 Résumé non technique du Cabinet Altereo en réponse à l'avis MRAe

Chapitre 6. PIÈCES JOINTES

- Le registre d'enquête publique et les courriers annexés